

Métropole | Bordeaux : échauffements déconfinés



Ce mardi 19 mai pour la première fois depuis deux mois, le maire de Bordeaux Nicolas Florian a fait un point presse présentiel dans lequel il a abordé les principales questions d'actualité. S'il a confirmé poursuivre l'organisation et la réflexion autour du déconfinement, il est surtout revenu sur des dossiers à plus larges spectres : élections municipales, conflit au sein du club de foot des Girondins de Bordeaux ou encore lettre au Premier ministre sur le maintien des vols Air-France entre Bordeaux et Paris à l'aéroport de Mérignac. Une semaine après le début du déconfinement, la température politique s'échauffe...

M.A.J du 20/05/2020 : un arrêté spécifiquement dédié aux quais de Bordeaux prendra effet ce jeudi jusqu'au 10 juillet prochain. Il interdit toute activité statique (pique-nique, sieste, activité sportive statique). Concernant le port du masque, il reste pour l'instant toujours obligatoire rue Sainte-Catherine et Porte Dijeaux, mais pas dans les parcs municipaux.

Au moment d'évoquer les traditionnelles questions d'actualité liées, majoritairement, au déconfinement de la ville de Bordeaux, le maire Nicolas Florian n'a pas mâché ses mots sur le conflit opposant depuis plusieurs mois la direction du club de foot des Girondins de Bordeaux (en pleine lutte d'influence) et les supporters Ultramarines. "Ça suffit. L'image du club est dégradée et celle de la ville commence à l'être aussi". Suite à l'épisode des enregistrements compromettants mettant en cause le président du club, Frédéric Longuépée, le maire de Bordeaux a annoncé une réunion rapide avec les dirigeants de Kingstreet, fonds d'investissement américain propriétaire du club. "J'aurai une question à leur poser : est-ce qu'ils s'inscrivent dans la durée, oui ou non ? Si oui, je vais leur demander formellement de remettre de l'ordre. Ce club appartient à tout le monde. La médiation de la billetterie n'a pas été suffisante. S'ils ont l'intention de vendre, qu'ils le disent de suite. Je rappelle que les Girondins de Bordeaux sont dans nos murs : le domaine du Haillan est propriété de la ville et le Stade, même s'il appartient à l'agglomération, fait partie du patrimoine public. Certes, les Girondins ont participé au financement, mais on est plus un partenaire qu'un simple bailleur".

Scrutin hypothétique

Le maire de Bordeaux à d'autres dossiers sur le feu. Ce dimanche 17 mai, il a fait partie des 36 maires co-signataires de la tribune parue dans le Journal Du Dimanche demandant l'organisation d'un second tour des

élections municipales au mois de juin, demandant ainsi la fin du "confinement démocratique". Ce mardi, on a appris que le conseil scientifique n'y était pas opposé, mais non sans réserves, notamment vis-à-vis des risques sanitaires. La prise de position du maire de Bordeaux a, évidemment, été commentée par ses deux principaux concurrents, à savoir l'écologiste Pierre Hurmic (arrivé deuxième au premier tour avec cent voix d'écart) et le candidat LREM Thomas Cazenave.

Pour le premier, la tribune n'est autre qu'un "calcul politicien de maires-candidats désireux de fixer leur calendrier électoral sans attendre l'avis du conseil scientifique". Pour le second (arrivé troisième avec 12,69% des voix) "il ne faut pas en faire un enjeu politique, (...) c'est un enjeu de santé publique. Pour qu'il y ait une participation élevée, beaucoup plus qu'au premier tour, et un intérêt pour ce second, il faut pouvoir rassurer sur la situation sanitaire". Le maire de Bordeaux est revenu sur cette tribune et cette échéance, à laquelle le conseil scientifique impose une réévaluation sanitaire quinze jours avant la date (encore hypothétique) du scrutin. "Mon temps est consacré à la gestion quotidienne de cette crise, même jusqu'au second tour. Le rapport du conseil scientifique correspond à ce qu'on a dit. Il faut que la vie institutionnelle puisse reprendre rapidement. Ça ne me choque pas qu'on nous dise que la campagne officielle ne pourrait démarrer que quinze jours avant le second tour, après tout, il n'y avait qu'une semaine entre le 1er tour le 15 mars et le second le 21 mars...". Si campagne il devait y avoir, en tout cas, l'avis du président de l'Assemblée Nationale, Richard Ferrand, est plus que sceptique sur ses modalités. Le gouvernement doit trancher la question d'ici la fin de la semaine.

Mesures locales

Pour le reste, le déconfinement bordelais et la réflexion se poursuivent. Les inquiétudes sur les transports sont à priori levées, autant pour les transports en commun que pour la congestion routière, un temps redoutée. "Il n'y a pas eu de report modal massif vers le tout voiture". Les écoles, si elles ont effectivement réouvertes, l'ont fait "avec un fort déséquilibre en fonction des quartiers". À Bordeaux, cette réouverture concernerait environ 1500 enfants sur les 17 000 élèves qui composent habituellement l'effectif scolaire bordelais et les 6500 concernés par cette première vague de reprise, soit "environ 30% de l'effectif en capacité de reprendre. Pour la reprise programmée le 25 mai, nous sommes en train de voir avec l'Éducation Nationale si l'effectif des enseignants répond réellement aux besoins des enfants et si nous avons assez de personnel disponible pour accueillir tout le monde. L'Éducation Nationale pourrait accepter un regroupement par classe de 15 si jamais on venait à manquer de personnel. Il nous reste aussi à revoir les règles d'encadrement sur le périscolaire : on envisage un adulte pour huit enfants en maternelle et un pour dix en élémentaire. Le parascolaire, lui, devrait concerner environ 1500 enfants", a précisé le maire de Bordeaux, qui prépare un "plan d'activités pour la jeunesse", un rattrapage scolaire et une remise à niveau cet été et une ouverture des centres d'animations de Bordeaux pour le mois d'août.

Si les parcs et les quais ont réouvert depuis le 11 mai, ces derniers ont été témoins, tout comme les plages du littoral aquitain, d'une affluence certaine. Visiblement, les choses pourraient bouger dans les prochains jours selon le maire. "On travaille avec la préfète sur la notion de "quais dynamiques", à l'image de ce qui a été fait pour les plages. On a constaté, malgré un global respect des consignes, beaucoup de regroupements ce week-end. Je vais faire en sorte de modifier l'arrêté pour qu'on puisse se rapprocher de ce qui est fait sur les plages : pas d'arrêt, ni pour un pique-nique, ni pour manger, ni pour boire". La réouverture des marchés, elle, "se passe bien. On a décidé de maintenir l'antenne du drive fermier aux Quinconces, elle a vocation à perdurer parce que ça fait partie des circuits courts structurels". Pour ce qui est des activités sportives, l'espoir du 2 juin reste de mise, même si le Quai des Sports est d'ores et déjà confirmé pour cet été et que des réflexions sont engagées pour le redémarrage des activités de voile et d'aviation et la réouverture de la plage de Bordeaux Lac. Dans les jours qui viennent, la mairie de Bordeaux créera un conseil scientifique composé d'une quinzaine de professionnels (médecins, sociologue, anthropologue, épidémiologiste, président de l'Ordre des médecins...) pour "s'assurer que nos politiques publiques se fassent dans le respect de la sécurité sanitaire, histoire que des initiatives heureuses ne viennent pas contredire les règles de sécurité".

Petit trafic

Enfin, Nicolas Florian était également signataire, ce lundi aux côtés de la région, de la métropole, du maire de Mérignac Alain Anziani (alarmiste ce mardi sur France Bleu) et du président de la CCI Patrick Seguin, d'une lettre envoyée au Premier ministre au sujet du maintien de la navette aérienne Air-France entre Bordeaux et Paris. Ce mardi, il a à nouveau justifié son choix, motivé par les déclarations de Bruno Le Maire sur le plan de soutien de l'État (d'un montant de 7 milliards d'euros), conditionné par la suppression de navettes domestiques. "Il y a sûrement une solution entre le tout ou rien. Je ne suis pas pour le maintien des dix navettes, je pense que le sens de l'histoire et le changement des pratiques permettront un report modal sur le ferroviaire. On doit pouvoir atterrir sur une réduction significative mais le maintien d'une liaison aérienne pour Orly, que ce soit pour le secteur industriel comme pour le tourisme". La bataille politique est en tout cas déjà engagée : dans un communiqué cinglant, l'écologiste Pierre Hurmic fustige largement les "errements du vieux monde", évoquant la diminution du trafic aérien comme un "impératif climatique, a fortiori quand des villes sont dotées d'alternatives ferroviaires les plaçant à deux heures de Paris, avec de surcroît, demain, une liaison Tram Aéroport / Gare Saint-Jean. Le redressement économique de nos entreprises ne peut s'exonérer de contreparties écologiques et climatiques. Le courrier commun CCI, Région et Métropole, demandant le maintien de la navette aérienne Bordeaux-Paris, s'aligne sur la position des industriels sans chercher avec eux des solutions nouvelles permettant de limiter davantage le déplacement de leurs cadres". Le maire de Mérignac, lui, était alarmiste ce mardi sur France Bleu, affirmant haut et fort que la fermeture de la navette entraînerait "un nouveau séisme Ford" dans la région. Si la question de la limitation des navettes domestiques n'est pas nouvelle, reste à voir si ladite lettre recevra, ou non, une réponse...



Romain Béteille

Crédit Photo : RB

Publié sur aqui.fr le 19/05/2020

[Url de cet article](#)